

Vietnam

Nixon le menteur veut gagner du temps

Manuel Brider

A la veille du voyage en Chine de Nixon, le Vietnam est plus que jamais au centre de la politique mondiale. La lutte du peuple vietnamien et des autres peuples indochinois sont une des principales causes de la crise actuelle de l'impérialisme américain, sur le plan politique et sur le plan économique. L'échec des Etats-Unis au Vietnam est la démonstration des limites objectives de la politique des grandes puissances quand elle se heurte à la volonté sans compromission des masses populaires.

Nixon : des promesses de brigand

Avec une habileté certaine, le gouvernement Nixon cherche maintenant à tirer profit de cette situation elle-même. En révélant les nombreux voyages de Kissinger à Paris et les conversations secrètes avec les délégués de la R.D.V.N., ainsi que la nature des propositions qu'il leur avait faites, Nixon prétend rejeter sur l'« obstination » et l'« intransigeance » des révolutionnaires la responsabilité d'un prolongement du conflit.

Mais que propose réellement Nixon? Le départ de ses troupes, mais le maintien en place du gouvernement et des forces fantoches, auxquelles il pourra continuer de fournir des armes et, le cas échéant, la protection aérienne de l'aviation embarquée. Il propose, il est vrai, la préparation d'élections et la cessation des hostilités entre les forces populaires et les troupes de Saïgon.

Pour ceux qui ont connu 1944, cela rappelle bien des choses. Les forces américaines débarquant en France avaient mission de prendre contact avec les autorités en place, c'est-à-dire avec les préfets de Vichy et ce n'est pas la faute d'Eisenhower si ces aimables fonctionnaires n'ont pas été en mesure de remplir leur tâche. Mais qu'aurions-nous pensé d'élections

libres organisées, pourquoi pas, par le maréchal Pétain ou (puisque Thieu accepte de retirer sa personne) par le président Laval ? C'est exactement ce que Nixon propose aux révolutionnaires du Vietnam.

Quant à la « cessation des hostilités », c'est un coup que l'on nous a fait. Cela s'est appelé la « trêve » et il a fallu toute la vigilance des F.T.P. pour qu'il n'y ait pas de conséquences fatales. Comme l'observait justement il y a quelques jours l'éditorialiste du « Monde », une armée classique peut cesser le feu et le reprendre sans mettre en cause son organisation (voire même en y mettant de l'ordre) ; une formation de maquis et de commandos ne le peut pas et court le risque énorme de faire démasquer son organisation clandestine sans pouvoir la ressaisir si les hostilités reprennent.

Pour soutenir la lutte des peuples d'Indochine

Le refus des propositions Nixon n'est donc pas seulement pour le G.R.P. une question politique de principe mais une question élémentaire de sécurité physique. Il n'est pas possible de dissocier la question du départ des forces américaines de celle du gouvernement provisoire et des garanties politiques au Sud-Vietnam. La position des camarades vietnamiens sur ce point est la seule correcte et la seule responsable. C'est pourquoi nous devons renforcer notre travail d'explication et de solidarité politique pour démasquer les mensonges plus insistants et plus éhontés que jamais de l'administration Nixon.

La réunion internationale qui se tiendra à Versailles les 11 et 12 février, à l'initiative de la Conférence de Stockholm, doit être l'occasion pour tous les amis du peuple vietnamien, de confronter leurs expériences et de coordonner leurs efforts dans le monde.

Il n'en est que plus regrettable de constater une fois de plus le sectarisme du parti communiste français qui prétend interdire la participation à ses assises d'une délégation du F.S.I. Alors que les militants progressistes des Etats-Unis se sont battus pour empêcher toute exclusive contre les P.C. américain dans le mouvement anti-guerre, il est proprement intolérable que le P.C.F. s'érige en commission de censure pour les délégations françaises à une conférence internationale de solidarité. Les autres participants doivent être informés de cet état de choses et des conséquences qu'il peut avoir. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous espérons encore que leur pression sera suffisante pour que le bon sens et l'unité l'emportent enfin.

Quant à nous, notre position est simple.

Nous participerons dans le cadre du F.S.I. à la manifestation du 13 février.

Nous mettrons en avant des mots d'ordre

clairs, plaçant chacun (et notamment le gouvernement français) devant ses responsabilités.

— Retrait immédiat des forces U.S. et fantoches !

— Gouvernement national à Saigon !

— Soutien aux propositions du G.R.P., du Front patriotique Lao et du Front uni national du Kampuchea !

— Reconnaissance du G.R.P. du Sud-Vietnam et du gouvernement royal d'union nationale du Cambodge !

— Soutien jusqu'à la victoire de tous les peuples d'Indochine !

Manuel Bridier.

